

Risque pays

Le Maroc fait toujours preuve de résilience

● Pas d'amélioration sensible dans la situation du Maroc. Les dernières tendances, révélées par la Coface dans son colloque Risque pays 2015 hier à Paris, démontrent surtout la résilience du pays aux chocs externes. Les perspectives s'annoncent toutefois rassurantes pour cette année, en raison notamment de la reprise annoncée en zone euro.



L'expert français de l'assurance-crédit «Coface» maintient son évaluation A4 pour le Maroc. L'annonce a été faite hier dans le cadre du colloque Coface Risque pays 2015 tenu à Paris. Un signe de résilience de l'économie marocaine par rapport aux chocs externes, mais également une source d'inquiétude quant à l'amélioration du climat des affaires pourtant érigé en priorité par le gouvernement. «La situation du Maroc reste stable et à un niveau relativement élevé. Il s'agit d'une note assez bonne. C'est un indicateur qui tient compte notamment de certaines des vulnérabilités structurelles du Maroc, notamment en matières d'endettement public et de déficit courant qui traduisent la vulnérabilité du pays», explique Julien Marcilly responsable Risque pays à la Coface. Autrement dit, même si les tendances demeurent positives, la situation ne permet pas encore d'envisager un «upgrade» de l'évaluation du Maroc (voir entretien). Pour la Coface, «les perspectives économiques et financières du pays demeurent marquées par quelques

fragilités. Le contexte politique peut connaître quelques tensions. L'environnement des affaires peut présenter des lacunes et la probabilité moyenne de défaut des entreprises se situe à un niveau satisfaisant». Les deux grands points noirs demeurent la dépendance de l'activité économique du secteur agricole et les aléas de la conjoncture dans l'Union européenne (UE), principal partenaire économique du pays. Pourtant, le Maroc poursuit sa politique d'amélioration du climat des affaires et fait preuve d'une stabilité politique qui contraste avec la situation dans la région Mena. Le Maroc se situe, à ce niveau, parmi les champions de la région faisant mieux que l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte et même la Turquie. En prime, 2015 devrait voir les indicateurs macroéconomiques s'améliorer en raison d'une bonne année agricole et de la reprise annoncée de l'activité en zone euro. «Nous allons globalement dans le sens d'une amélioration. La croissance non agricole affiche des signes de bonne santé et le pays continue à mener un certain nombre de réformes en vue de mieux maîtriser

ses finances publiques», souligne Sofia Tozy, économiste responsable du dossier Mena à la Coface. Le secteur agro-alimentaire devrait bénéficier des sanctions de la Russie vis-à-vis de l'UE et les industries manufacturières devraient continuer à progresser grâce aux filières aéronautique et automobile. La même tendance positive est attendue pour le BTP, sous l'effet de la relance de l'habitat social et des investissements dans les infrastructures de base. Commerce, transport et télécommunications seront tirés par une demande intérieure plus vigoureuse. Les industries de transformation, le développement du port Tanger Med et le tourisme contribueront aussi et positivement à la croissance. La reprise sera également d'actualité du côté tunisien, grâce à l'aboutissement de la transition politique ainsi qu'à l'amélioration de certains indicateurs économiques comme le déficit budgétaire et le niveau de la dette. En revanche, la situation est beaucoup moins reluisante pour l'Algérie où les perspectives sont moins bonnes, en raison de la baisse du cours de pétrole qui impacte fortement les finances publiques du pays. L'Algérie a commencé à prendre certaines mesures allant dans le sens d'une meilleure maîtrise des dépenses, mais les résultats ne sont pas encore visibles. La situation est encore moins reluisante en Égypte où le risque politique demeure très élevé et les divisions très profondes. L'activité économique devrait reprendre en 2015, mais les finances publiques devraient en pâtir à cause d'une augmentation des dépenses publiques. ●

DNC À PARIS **AYOUB NAÏM**
a.naim@leseco.ma

POINT
DE VUE



Julien Marcilly
Responsable Risque pays
à la Coface

2014 a été marquée par un rééquilibrage des risques entre les économies avancées et les économies émergentes. Nous avons assisté, durant ces dernières années, à une recrudescence du risque dans les pays avancés et une amélioration des fondamentaux dans les pays émergents. La tendance s'est inversée à partir de 2014. Ainsi, dans les économies avancées nous retrouvons une baisse du niveau de risque chez certains pays comme les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Espagne. Nous avons aussi mis des perspectives positives sur des pays comme la Belgique et nous annonçons des perspectives encourageantes pour le Portugal. Même dans les cas les plus inquiétants, les risques ont au moins cessé de se réduire. Ainsi, la Coface n'a pas dégradé certains pays comme la France ou l'Italie. En revanche, la situation s'est sensiblement dégradée dans les grands pays émergents, notamment les BRICS. Ceci nous a amenés à revoir nos prévisions en dégradant des pays comme l'Inde en 2014, puis le Brésil et la Russie et nous annonçons désormais une perspective négative pour la Chine. Ce n'est toutefois pas une tendance qui touche tous les pays émergents. Certains pays ont vu leur croissance accélérer. C'est le cas notamment du Sri Lanka ou du Vietnam qui disposent actuellement de perspectives positives. ●

●●●
Les deux grands points noirs demeurent la dépendance de l'activité économique du secteur agricole et les aléas de la conjoncture dans l'UE.